

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 227/01

ÉFAI – 010590 – AMR 23/090/01

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / « DISPARITION » PRÉSUMÉE

COLOMBIE

Alvaro Laiton Cortes (h), enseignant et responsable syndical

Londres, le 10 septembre 2001

D'après les informations recueillies, l'enseignant Alvaro Laiton Cortes a été enlevé par des hommes armés, présumés être des paramilitaires, dans le département de Boyacá, le 8 septembre 2001. On ignore où il se trouve et Amnesty International est vivement préoccupée par sa sécurité.

Alvaro Laiton Cortes, qui enseigne les sciences sociales à l'école Pio Laberto Ferro de Chinquinquirá, dirige le syndicat des enseignants de Boyacá.

Selon certaines sources, quatre hommes lourdement armés ont arrêté le taxi à bord duquel il se trouvait, sur la route qui relie Saboyá à Chinquinquirá, et l'ont contraint à monter dans leur voiture. On pense que ses ravisseurs sont des membres des *Autodefensas Unidas de Colombia* (AUC, Milices d'autodéfense unies de Colombie).

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Il est courant que des enseignants soient victimes de violations des droits humains commises par des groupes paramilitaires agissant avec le soutien des forces armées, qui les accusent d'être des sympathisants ou des collaborateurs de la guérilla. Les groupes armés d'opposition tuent et menacent également des enseignants auxquels ils reprochent de soutenir les forces de sécurité ou leurs alliés paramilitaires.

De même, il est fréquent que les forces de sécurité et leurs alliés paramilitaires accusent des syndicalistes d'être des sympathisants ou des collaborateurs de la guérilla. Bien souvent, ceux qui font l'objet de ces accusations sont harcelés, torturés ou tués. Au cours de l'année 2000, au moins 112 syndicalistes ont été victimes de meurtres, perpétrés dans la majorité des cas par des paramilitaires. Selon la *Central Unitaria de Trabajadores* (CUT, Centrale unitaire des travailleurs), 93 syndicalistes ont été tués depuis le début de l'année 2001. En décembre 2000, un responsable syndical de premier plan, Wilson Borja Díaz, a dû fuir la Colombie après avoir été blessé par balle par des hommes armés (voir l'AU 387/00, AMR 23/104/00 du 21 décembre 2000). Les investigations menées sur cette affaire ont permis d'établir que plusieurs policiers, en retraite ou en service actif, étaient impliqués dans cet attentat.

RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous préoccupé par la sécurité d'Alvaro Laiton Cortes, qui a apparemment été enlevé par des paramilitaires le 8 septembre entre les municipalités de Saboyá et de Chinquinquirá, dans le département de Boyacá, et dont on est actuellement sans nouvelles ;
- exhortez les autorités à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour découvrir où se trouve cet homme et garantir sa protection ;
- déclarez-vous préoccupé par la sécurité des autres enseignants et membres de syndicats d'enseignants, et appelez les autorités à prendre toutes les mesures jugées nécessaires par les personnes menacées pour garantir leur propre sécurité ;
- exhortez les autorités à adopter sans délai des mesures afin de démanteler les groupes paramilitaires, conformément aux engagements pris par le gouvernement et aux recommandations formulées par les Nations unies.

APPELS À :

Président de la République :

Señor Presidente Andrés Pastrana Arango
Presidente de la República
Palacio de Nariño
Carrera 8 No. 7-26
Santafé de Bogotá, Colombie

Fax : + 57 1 336 2109 / 337 1351 / 286 74 34 / 286 68 42 /
284 21 86

Formule d'appel : *Excmo Sr. Presidente,* / Monsieur le
Président de la République,

Ministre de l'Intérieur :

Dr. Armando Estrada Villa
Ministro del Interior
Ministerio del Interior, Palacio Echeverry
Carrera 8a, No. 8-09, Piso 2o.
Santafé de Bogotá, Colombie

Fax : + 57 1 562 5298 / 562 9890

Formule d'appel : *Sr. Ministro,* / Monsieur le Ministre,

Gouverneur du département de Boyacá :

Sr. Oscar Eduardo Riaño Alonso
Gobernador del Departamento de Boyacá
Gobernación de Boyacá
Tunja, Boyacá, Colombie

Fax : + 57 8 742 6540

Formule d'appel : *Estimado Sr. Gobernador,* / Monsieur le Gouverneur,

COPIES À :

Organisation non gouvernementale de défense des droits humains :

Comité de Solidaridad con los Presos Políticos (CSPP)
Apartado Aéreo 22803
Santafé de Bogotá
Colombie

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 22 OCTOBRE 2001, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

***La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org***